

Médicaments anti-obésité : un remboursement, oui, mais à quel prix pour la Sécu ?

Un remboursement en France des médicaments anti-obésité pourrait changer la donne pour des milliers de Français. Reste à savoir si l'État et les laboratoires pharmaceutiques parviendront à s'entendre sur un prix et quelle sera la facture pour l'Assurance maladie, au moment où les dépenses explosent.

Par La rédac'
23 juin 2025
What's up Doc

Commercialisés depuis 2024 en France mais sans être remboursés, le Wegovy du laboratoire danois Novo Nordisk et le Mounjaro de son concurrent américain Eli Lilly sont des médicaments de la classe des analogues GLP-1 qui, en imitant une hormone digestive, favorisent la perte de poids.

Ces médicaments onéreux sont pris en charge par certaines assurances privées aux États-Unis mais ne sont généralement pas remboursés en Europe.

L'an dernier, la Haute autorité de santé (HAS) a ouvert la porte à une prise en charge dans des conditions de prescription très strictes pour des personnes atteintes d'obésité sévère.

Et l'Agence nationale du médicament (ANSM) a annoncé la semaine dernière que tout médecin pourra prescrire, en initiation comme en renouvellement, les GLP-1, dont Wegovy et Mounjaro (tirzépate), à compter d'aujourd'hui, 23 juin.

Interrogé par l'AFP, Novo Nordisk assure être « *mobilisé et déterminé pour obtenir dans les meilleurs délais une prise en charge de Wegovy pour les patients* », soulignant ne pas maîtriser « *malheureusement* » le calendrier de remboursement dont les « *discussions sont en cours* ».

Son concurrent Eli Lilly, qui a déposé un nouveau dossier de demande de remboursement à la HAS dans le traitement de l'obésité en avril, dit à l'AFP attendre que le dossier soit évalué *« dans les prochains mois »*.

Les deux géants pharmaceutiques répètent à l'envi être *« en capacité de fournir la demande »* et *« d'approvisionner le marché français et au-delà »*, même avec l'élargissement du pouvoir de prescription à tous les médecins annoncé vendredi.

Des doutes sur la soutenabilité financière

Mais faut-il étendre l'accès à ces traitements au moment où le comité d'experts chargé de surveiller les dépenses de santé a alerté mercredi d'un *« risque sérieux »* de dépassement des dépenses d'assurance maladie en 2025, notamment en raison d'économies non réalisées sur le remboursement des médicaments ?

« L'obésité, dans la grande majorité des cas, c'est une maladie chronique, ça veut dire un traitement au long cours, à vie en fait », car l'arrêt des médicaments entraîne une reprise du poids, fait remarquer la professeure en nutrition (APHP), Judith Aron.

Selon des projections d'octobre 2024 de la HAS, la population éligible au Wegovy se situe entre *« 1,050 million et 2,1 millions de patients »*. Mais *« le prix n'étant pas défini à ce stade, il est complexe et prématuré de réaliser des estimations fiables sur l'impact en termes de remboursement de ces produits »*, a indiqué la Cnam à l'AFP.

Pour l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), chaque euro dépensé pour la prévention de l'obésité, facteur de risque de maladies cardiovasculaires, de diabète et de certains cancers, génère 6 euros de retour sur investissement.

Estimé à 12,7 milliards d'euros, le coût de l'obésité (soins remboursés et absentéisme au travail) devrait potentiellement dépasser les 15 milliards d'euros en 2030 en France, selon une étude du cabinet Astérès mandatée par Novo Nordisk parue en janvier.

Décision à l'automne

« Admettons qu'on paye, parce qu'on anticipe qu'effectivement qu'il y aura moins de comorbidités, moins de pathologies et donc, il y aura des économies pour le système de santé. Mais combien de temps le traitement va-t-il durer ? Est-ce qu'on prend en compte les effets indésirables, l'observance ? », déroulait mardi Virginie Beaumeunier, la présidente du

CEPS, l'organisme public qui négocie les prix des médicaments remboursés en France.

Interrogée par l'AFP, en marge d'un colloque mardi, sur l'horizon d'une décision de remboursement, elle a répondu que celle-ci était attendue à « l'automne » après une évaluation médico-économique pour déterminer l'impact sur les dépenses de l'assurance maladie.

L'obésité, doit-elle être considéré comme une maladie ? Les avis divergent
« Cet avis économique sera prochainement rendu en vue de la négociation tarifaire » concernant Wegovy, a précisé la HAS, à la demande de l'AFP. Nul ne sait encore si un accord pourra être trouvé sur le prix.

.....

MEDICAMENTS ANTI-OBESITE: UNE OFFENSIVE DES LABORATOIRES

www.lepaysdefrance.fr/Sante/529580

09.07.2025

Les fabricants des injections à succès pour traiter l'obésité multiplient les "campagnes de sensibilisation" sur cette pathologie, une communication qui diffuse l'idée d'une prise en charge globale en attendant un éventuel remboursement de leurs médicaments.

Depuis juin, des affiches mettant en scène une personne en surpoids déterminée à "agir" pour sa santé sont placardées dans plusieurs stations du métro parisien.

Ces visuels signés du laboratoire danois Novo Nordisk renvoient à un site internet () comprenant des informations sur l'obésité et ses traitements, ainsi qu'à une plateforme d'orientation vers des spécialistes ().

"Les personnes en situation d'obésité ne sont pas toujours disposées à demander l'aide dont elles ont besoin. Nous les encourageons à en parler avec leur médecin", justifie le groupe à l'AFP, précisant que sa campagne est également diffusée cet été à la télévision et sur les réseaux sociaux.

Si cette nouvelle campagne d'affichage de Novo Nordisk, fabricant de l'anti-obésité Wegovy, passe relativement inaperçue en France, une action similaire a fait des remous en Espagne.

Le ministère espagnol de la Santé a demandé le 19 juin des éclaircissements au champion de l'insuline, estimant que certains contenus en ligne pourraient enfreindre l'interdiction de promotion des médicaments soumis à prescription. Déjà au printemps, le laboratoire américain Eli Lilly, fabricant du Mounjaro – autre médicament de la classe des analogues GLP-1 –, a lancé une campagne

d'affichage intitulée "L'obésité, c'est un truc de malades" dans plusieurs grandes villes françaises.

L'objectif, a affirmé le groupe à l'AFP, est de faire reconnaître l'obésité comme une maladie chronique et de rappeler les bons usages de ces traitements favorisant la perte de poids en imitant une hormone digestive.

Aucune de ces campagnes ne fait référence aux médicaments commercialisés.

- "Responsabilité de l'annonceur" -

"Une communication institutionnelle à l'initiative d'un laboratoire, portant par exemple un message de prévention ou d'information sur les maladies, en l'absence de toute référence à un produit vendu qu'il commercialise, n'apparaît pas contraire aux règles en vigueur", explique à l'AFP Stéphane Martin, le directeur général de l'autorité de régulation professionnelle de la publicité (ARPP).

"Il relève ensuite de la responsabilité de l'annonceur de l'opportunité de diffusion d'une telle communication au regard du contexte", a-t-il ajouté.

Ce contexte est sensible.

Ces nouveaux médicaments, qui peuvent diminuer en moyenne de 15% à 20% le poids des patients, suscitent un fort intérêt et, depuis le 23 juin, tout médecin en France peut en prescrire dans un cadre strict. En parallèle, les industriels ont entamé des démarches pour obtenir leur remboursement par l'Assurance maladie.

"Un certain nombre de manœuvres ont déjà été engagées bien avant cette campagne de publicité" de Novo Nordisk, déclare Christian Guy-Coichard, président du Formindep, association luttant contre les conflits d'intérêts dans la santé.

Il évoque notamment plusieurs visites gouvernementales sur le site du groupe danois à Chartres, la dernière fin mai, lors de laquelle le patron du laboratoire pour la France a plaidé, en présence des ministres Catherine Vautrin, Yannick Neuder et Marc Ferracci, pour l'élargissement du droit de prescription aux généralistes.

Interrogé par l'AFP, le ministère de la Santé n'a pas réagi à cette campagne.

- "Campagne problématique" -

"Ce qui rend cette campagne encore plus problématique", selon M. Guy-Coichard, "c'est que la seule réponse proposée aux problèmes de l'obésité (hors chirurgie, ndlr), c'est le médicament. Il n'y a aucune réponse de prévention", alors que le plan obésité gouvernemental est attendu en septembre.

"Le laboratoire force progressivement l'ampleur de la prescription par tous les moyens possibles", juge ce praticien hospitalier retraité.

"Ils incitent clairement à la prise en charge, ce qui n'était pas le cas jusqu'ici", renchérit Audrey Vaugrente, journaliste santé chez UFC-Que Choisir.

"Ce n'est pas anodin non plus d'aller voir des villes identifiées comme très actives sur la prévention de l'obésité", pour des partenariats sur des actions de prévention comme l'a fait Novo Nordisk par exemple avec Strasbourg, selon elle.

Devenue l'une des entreprises les plus valorisées au monde, Novo Nordisk a récemment dévoilé une étude évaluant le coût médico-économique de l'obésité "à près de 20 milliards d'euros par an".

"S'ils arrivent à démontrer que leur traitement arrive à réduire les coûts de prise en charge associés à l'obésité, c'est un peu le jackpot pour eux", conclut Mme Vaugrente.